

§ 4. De lestijden die worden gebruikt voor de aanwijzing of werving van referentiepersonen moeten aan de Administratie worden gemeld.”.

Art. 26. In artikel 11, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “afdeling VII” vervangen door de woorden “afdeling III van hoofdstuk II”.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019, met uitzondering van Hoofdstuk 1, dat op 1 september 2019 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 november 2018.

De minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement - Ontwerp van decreet nr. 687-1. - Commissieamendementen, nr. 687-2. - Commissieverslag, nr. 687-3. - Tekst aangenomen in de commissie, nr. 687-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 687-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 november 2018.

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C - 2018/15249]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté 2017/1692 du Collège de la Commission communautaire française relatif au perfectionnement pédagogique dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 septembre 1995, l'article 14 et l'article 20bis, 4°, remplacé par l'avenant du 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 relatif au perfectionnement pédagogique dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes Entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26.01.2018;

Vu l'avis du Membre du Collège chargé du budget, donné le 26.01.2018 ;

Vu l'avis favorable du SFPME, donné le 23.07.2018

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 25 avril 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Conseil d'État n'a pas demandé de prorogation du délai ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans le délai ;

Vu l'article 84, § 4, al 2 des lois sur le Conseil d'état coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les formateurs dispensant les cours en apprentissage ou en formation de chef d'entreprise doivent pouvoir acquérir ou améliorer leurs compétences pédagogiques afin de mieux pouvoir appréhender leurs missions de formateur auprès du centre de formation ;

Considérant que les formateurs exercent la plupart du temps une activité professionnelle connexe et que le temps consacré au perfectionnement pédagogique ne peut leur porter financièrement préjudice, il y a lieu de prévoir une rétribution au même titre que pour les heures de cours ;

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « Formateur agréé » : formateur qui satisfait aux conditions de recrutement fixées par le SFPME et agréé par ses soins ;

2° « Formation » : les cours en apprentissage et les cours en formation de chef d'entreprise tels que repris aux articles 14 et 40 de l'Arrêté du 20 juillet 2000, du Collège de la Commission communautaire française relatif aux cours de formation dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

3° « SFPME » : Service Formation P.M.E. relevant du service de la formation professionnelle et du transport scolaire de la Direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle de la Commission communautaire française ;

4° « Centre de formation » : Espace formation PME INFAC-INFOBO, grande école des indépendants et des PME de la Région bruxelloise, centre de formation permanente pour les classes moyennes et les PME.

Art. 3. Le perfectionnement pédagogique visé à l'article 14 de l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 septembre 1995, modifié par l'avenant du 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003, comprend :

1° les formations pédagogiques de base qui ont pour objet de donner aux formateurs qui ne possèdent pas une formation pédagogique de base ou un titre pédagogique visé au § 1 de l'article 6, les notions de méthodologie spécifique à la Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

2° les formations pédagogiques continues qui ont pour objet de donner aux formateurs qui possèdent une formation pédagogique de base ou un titre pédagogique visé au § 1 de l'article 6, une formation pédagogique complémentaire.

Art. 4. Le perfectionnement pédagogique s'adresse aux formateurs agréés par le SFPME qui dispensent une formation auprès du centre de formation pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 5. Le perfectionnement pédagogique est organisé à l'initiative du SFPME. Le SFPME établit deux fois par an un catalogue de l'offre des formations au perfectionnement pédagogique et le transmet au Centre pour le 15 janvier et le 15 juin. Ce catalogue liste les formations accessibles pour l'année civile en cours, il y est précisé les modules qui constituent la formation pédagogique de base.

Le SFPME est autorisé à conclure des partenariats avec des organismes ou des institutions compétentes en ces matières.

Art. 6. § 1^{er}. Les formateurs agréés qui ne sont pas détenteurs d'un diplôme, d'un certificat ou d'une attestation liés à une formation pédagogique et dont la charge de cours est égale ou supérieure à cent vingt-huit heures de cours par année académique sont tenus de suivre une formation pédagogique de base représentant au minimum 4 jours suivant les conditions et modalités reprises à l'article 7.

Cette formation doit être réalisée dans les 3 ans de l'agrément du formateur par le SFPME.

Le formateur agréé qui ne se conforme pas à cette obligation et pour autant qu'il ne régularise pas sa situation endéans les douze mois à compter de l'avertissement notifié conjointement par le SFPME et la Direction du centre peut se voir retirer son agrément par le SFPME.

§ 2. Les formateurs agréés qui ne sont pas détenteurs d'un titre pédagogique visé au § 1 et dont la charge de cours est inférieure à cent vingt-huit heures de cours par année académique sont admis aux formations pédagogiques de base sur base volontaire.

§ 3. Les formateurs agréés détenteurs d'un titre pédagogique visé au § 1 sont admis aux formations pédagogiques continues sur base volontaire.

§ 4. Sur base d'une décision motivée du SFPME et en concertation avec le centre, les formateurs agréés visés aux § 1, 2 et 3 peuvent être tenus de suivre des modules de formations pédagogiques de base ou continues.

Le formateur agréé qui ne se conforme pas à l'injonction et pour autant qu'il ne régularise pas sa situation endéans les douze mois à compter de l'avertissement notifié conjointement par le SFPME et la Direction du centre de formation peut se voir retirer son agrément par le SFPME.

Art. 7. Le temps consacré au perfectionnement pédagogique par les formateurs agréés repris à l'article 6, est assimilé aux heures de cours aux conditions et modalités suivantes :

1° il ne peut excéder 4 jours par année académique, ni totaliser plus de 9 jours sur une période de trois ans ;

2° il doit faire l'objet d'une attestation de présence délivrée par l'organisme ou l'institution dans lequel les formations pédagogiques sont suivies;

3° les cycles de formation, conférences et activités pédagogiques susceptibles d'améliorer la valeur pédagogique doivent être repris dans le catalogue des formations établi par le SFPME.

Les frais d'inscription aux formations sont à charge du centre de formation.

Art. 8. L'arrêté 2000/778 du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 relatif au perfectionnement pédagogique dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes Entreprises est abrogé.

Art. 9. A titre transitoire, les formateurs visés à l'article 6 § 1 agréés par le SFPME à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'un délai de 3 ans pour suivre une formation pédagogique de base représentant au minimum 4 jours suivant les conditions et modalités reprises à l'article 7.

Le formateur agréé qui ne se conforme pas à cette obligation et pour autant qu'il ne régularise pas sa situation endéans les douze mois à compter de l'avertissement notifié conjointement par le SFPME et la Direction du centre peut se voir retirer son agrément par le SFPME.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 septembre 2018.

Art. 11. Le Membre du Collège compétent pour la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles le 20 septembre 2018.

Par le Collège :

D. GOSUIN,
Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

F. LAANAN,
Présidente du Collège

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2018/15249]

20 SEPTEMBER 2018. — Besluit 2017/1692 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de pedagogische vervolmaking in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, met betrekking tot de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en tot de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, goedgekeurd bij het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 september 1995, artikel 14 en artikel 20*bis*, 4°, vervangen door het aanhangsel van 4 juni 2003, goedgekeurd bij het decreet van 17 juli 2003;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 betreffende de pedagogische vervolmaking in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26.01.2018;

Gelet op het advies van het Collegelid belast met Begroting, gegeven op 26.01.2018;

Gelet op het gunstige advies van de SFPME, gegeven op 23.07.2018;

Gelet op de aanvraag voor een advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 25 april 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Raad van State geen verlenging van de termijn gevraagd heeft;

Overwegende het feit dat het advies niet binnen deze termijn werd overgemaakt;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de opleiders die de lessen binnen een leerovereenkomst of binnen een opleiding tot bedrijfsleider verstrekken, hun pedagogische competenties moeten kunnen verwerven of verbeteren om hun opdrachten als opleider bij het opleidingscentrum beter te kunnen begrijpen;

Overwegende dat de opleiders doorgaans een verwante beroepsactiviteit uitoefenen en dat de tijd besteed aan pedagogische vervolmaking hen financieel niet mag benadelen, moet een vergoeding voorzien worden evenals voor de lesuren;

Op voorstel van het Collegelid belast met Beroepsopleiding,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "Erkend opleider": opleider die voldoet aan de rekruteringsvoorwaarden vastgesteld door de SFPME en door die laatste erkend;

2° "Opleiding": de lessen binnen een leerovereenkomst en de lessen binnen een opleiding tot bedrijfsleider zoals vermeld in de artikelen 14 en 40 van het besluit van 20 juli 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de opleidingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° "SFPME": Service Formation PME die afhangt van de dienst voor beroepsopleiding en het schoolvervoer van het directiebestuur van onderwijs en beroepsopleiding van de Franse Gemeenschapscommissie;

4° "Opleidingscentrum": Espace formation PME INFAC-INFOBO, Grande école des indépendants et des PME de la Région bruxelloise, Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les PME.

Art. 3. De pedagogische vervolmaking bedoeld in artikel 14 van de samenwerkingsovereenkomst afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, met betrekking tot de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en tot de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, goedgekeurd bij het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 september 1995, gewijzigd bij het aanhangsel van 4 juni 2003, goedgekeurd bij het decreet van 17 juli 2003, omvat:

1° de pedagogische basisopleidingen die tot doel hebben de opleiders die geen pedagogische basisopleiding hebben genoten of geen pedagogisch diploma bezitten zoals bedoeld in § 1 van artikel 6, de noties van specifieke methodologie voor de permanente vorming van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen bij te brengen;

2° de pedagogische voortgezette opleidingen die tot doel hebben de opleiders die een pedagogische basisopleiding hebben genoten of een pedagogisch diploma bezitten zoals bedoeld in § 1 van artikel 6, een bijkomende pedagogische opleiding te verstrekken.

Art. 4. De pedagogische vervolmaking is gericht aan door de SFPME erkende opleiders die opleiding verstrekken bij het opleidingscentrum voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 5. De pedagogische vervolmaking wordt georganiseerd op initiatief van de SFPME. De SFPME stelt tweemaal per jaar een catalogus samen met het aanbod van opleidingen voor pedagogische vervolmaking en maakt die over aan het centrum voor 15 januari en 15 juni. Deze catalogus bevat de opleidingen die toegankelijk zijn voor het lopende kalenderjaar. Ook worden de modules voor de pedagogische basisopleiding erin gepreciseerd.

De SFPME heeft de bevoegdheid om partnerschappen af te sluiten met instellingen of instanties die bevoegd zijn voor deze aangelegenheden.

Art. 6. § 1. De erkende opleiders die geen diploma, getuigschrift of attest van pedagogische opleiding bezitten en van wie het aantal lesuren gelijk is aan of hoger ligt dan 128 uur les per academiejaar, moeten een pedagogische basisopleiding volgen van minstens 4 dagen volgens de voorwaarden en modaliteiten opgenomen in artikel 7.

Deze opleiding moet worden afgemaakt binnen de 3 jaar van de erkenning van de opleider door de SFPME.

De erkenning van de erkende opleider die deze verplichting niet nakomt en voor zover hij zijn situatie niet in orde brengt binnen de twaalf maanden vanaf de waarschuwing die gezamenlijk door de SFPME en de directie van het centrum wordt betekend, kan door de SFPME ingetrokken worden.

§ 2. De erkende opleiders die geen pedagogische kwalificatie hebben zoals bedoeld in § 1 en van wie het aantal lesuren lager ligt dan 128 uur les per academiejaar, worden op vrijwillige basis toegelaten tot de pedagogische basisopleidingen.

§ 3. De erkende opleiders die een pedagogische kwalificatie hebben zoals bedoeld in § 1, worden op vrijwillige basis toegelaten tot de voortgezette pedagogische opleidingen.

§ 4. Op basis van een door de SFPME gemotiveerde beslissing en in overleg met het centrum kunnen de zoals in de § 'en 1, 2 en 3 bedoelde opleiders verplicht worden modules pedagogische basisopleiding of voortgezette opleiding te volgen.

De erkenning van de erkende opleider die dit bevel niet opvolgt en voor zover hij zijn situatie niet in orde brengt binnen de twaalf maanden vanaf de waarschuwing die gezamenlijk door de SFPME en de directie van het centrum wordt betekend, kan door de SFPME ingetrokken worden.

Art. 7. De tijd die besteed wordt aan pedagogische vervolmaking door erkende opleiders opgenomen in artikel 6, wordt gelijkgesteld met de lesuren, onder de volgende voorwaarden en modaliteiten:

1° deze mag niet meer bedragen dan 4 dagen per academiejaar, noch in totaal meer dan 9 dagen over een periode van drie jaar bedragen;

2° er moet een aanwezigheidsattest worden afgeleverd door de instelling of instantie waar de pedagogische opleidingen worden gevolgd;

3° de opleidingscycli, conferenties en pedagogische activiteiten die in aanmerking komen om de pedagogische waarde te verhogen, moeten opgenomen zijn in de door de SFPME opgestelde catalogus met opleidingen.

De inschrijvingskosten voor de opleidingen zijn ten laste van het opleidingscentrum.

Art. 8. Het besluit 2000/778 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 betreffende de pedagogische vervolmaking in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 9. Als overgangsmaatregel beschikken de door de SFPME erkende opleiders zoals bedoeld in artikel 6, § 1, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit over een termijn van 3 jaar om een pedagogische basisopleiding te volgen van minstens 4 dagen volgens de voorwaarden en modaliteiten opgenomen in artikel 7.

De erkenning van de erkende opleider die deze verplichting niet nakomt, en voor zover hij zijn situatie niet in orde brengt binnen de twaalf maanden vanaf de waarschuwing die gezamenlijk door de SFPME en de directie van het centrum wordt betekend, kan door de SFPME ingetrokken worden.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 20 september 2018.

Art. 11. Het Collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgesteld te Brussel, op 20 september 2018.

Vanwege het College :

Didier GOSUIN,
Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding

Fadila LAANAN,
Voorzitter van het College

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206194]

8 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la perspective de développement urbain

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1123-27/1, inséré par le décret du 19 juillet 2018;

Vu le rapport du 27 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu l'avis 64.289/4 du Conseil d'État, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;